

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 2961

[C — 2001/31352]

18 MAI 2001. — Règlement du 18 mai 2001 modifiant le règlement du 12 décembre 1997 visant à instaurer un règlement relatif au tournoi d'art dramatique français**Article 1^{er}.** Le présent règlement régit une matière visée aux articles 136 et 166, § 3, 1^o, de la Constitution.**Art. 2.** L'article 8 du règlement du 12 décembre 1997 visant à instaurer un règlement au tournoi d'art dramatique est remplacé par la disposition suivante :

« Les catégories visées à l'article 7 se verront attribuer une prime d'après le classement suivant :

1. Excellence avec félicitations du jury : de 91 à 99 points;
2. Excellence : de 81 à 90 points;
3. Première catégorie : de 71 à 80 points;
4. Deuxième catégorie : de 61 à 70 points;
5. Troisième catégorie : de 51 à 60 points.

Les compagnies qui ne sont pas classées dans ces catégories obtiennent une prime d'encouragement.

Le montant des primes est établi par le Collège, par correspondance aux diverses catégories. »

Adopté par l'assemblée de la Commission communautaire française le 18 mai 2001.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 2961

[C — 2001/31352]

18 MEI 2001. — Reglement tot wijziging van het reglement van 12 december 1997 tot instelling van een reglement betreffende de Franse toneelwedstrijd**Artikel 1.** Dit reglement regelt een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 136 en 166, § 3, 1^o, van de Grondwet.**Art. 2.** Artikel 8 van het reglement van 12 december 1997 tot instelling van een reglement betreffende de Franse toneelwedstrijd wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De in artikel 7 bedoelde categorieën ontvangen een premie op grond van het classement als volgt :

1. Uitmuntendheid met felicitaties van de jury : van 91 tot 99 punten;
2. Uitmuntendheid : van 81 tot 90 punten;
3. Eerste categorie : van 71 tot 80 punten;
4. Tweede categorie : van 61 tot 70 punten;
5. Derde categorie : van 51 tot 60 punten;

De gezelschappen die niet geklasseerd zijn genieten een aanmoedigingspremie.

Het premiebedrag wordt door het College naargelang van de verschillende categorieën bepaald. »

Aangenomen door de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 mei 2001.

F. 2001 — 2962

[C — 2001/31349]

18 MAI 2001. — Règlement modifiant le règlement du 12 décembre 1997 relatif à l'octroi de subsides aux théâtres professionnels dans le cadre d'un programme d'initiation du public scolaire**Article 1^{er}.** Le présent règlement régit une matière visée aux articles 136 et 166, § 3, 1^o, de la Constitution.**Art. 2.** L'intitulé du règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 12 décembre 1997 relatif à l'octroi de subsides aux théâtres professionnels dans le cadre d'un programme d'initiation du public scolaire au théâtre est remplacé par l'intitulé suivant : « Règlement relatif à l'octroi de subsides aux compagnies théâtrales et de danse professionnelles dans le cadre d'un programme d'initiation du public scolaire au théâtre et à la danse ».**Art. 3.** Article 1^{er} du même règlement, les mots « et de danse » sont insérés entre les mots « compagnies théâtrales » et le mot « professionnelles ».**Art. 4.** A l'article 2 du même règlement, sont apportées les modifications suivantes :1^o le premier alinéa est abrogé;2^o au second alinéa, dans ses deux phrases, les mots « compagnies théâtrales » sont complétés par les mots « et de danse ».

Art. 5. A l'article 3 du même règlement, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « et de danse » sont insérés entre les mots « compagnies théâtrales » et le mot « professionnelles »;

2° le 1° est remplacé par la disposition suivante : « 1° inviter le public scolaire à assister à un spectacle programmé l'année durant laquelle la demande de subside est introduite »;

3° le 3° est remplacé par la disposition suivante : « 3° permettre au public scolaire de participer à des répétitions et de rencontrer le metteur en scène, le chorégraphe, le scénographe, les acteurs ou danseurs sur le lieu de création du spectacle »;

4° le 4°, quatrième point est remplacé par la disposition suivante : « une note du metteur en scène ou du chorégraphe présentant sa conception du spectacle ».

Art. 6. L'article 4 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Toute demande de subside est soumise à l'avis d'un comité de sélection comprenant cinq personnes nommées, ainsi que leurs suppléants, par le Collège pour un mandat de deux ans.

Ce mandat est gratuit et renouvelable. Il se poursuit jusqu'au remplacement effectif du membre par le Collège.

Ce comité comprendra :

1° un représentant de l'Administration de la Commission communautaire française ayant en charge le secteur théâtral;

2° un représentant de l'Administration de la Commission communautaire française ayant en charge le secteur de la danse;

3° un représentant du secteur théâtral;

4° un représentant du secteur de la danse;

5° un représentant du secteur éducatif.

L'avis est donné par le comité de sélection dans les quinze jours de sa saisine. Passé ce délai, l'avis est réputé favorable.

Il est interdit à un membre du comité de sélection d'être présent à toute délibération relative à un projet pour lequel il peut avoir un intérêt matériel direct ou indirect. »

Art. 7. L'article 5 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« A peine de forclusion, toute demande de subside est introduite auprès de la Commission communautaire française au plus tard le 30 octobre de l'année durant laquelle l'animation se déroule.

Le Collège peut fixer les modalités de liquidation du subside. »

Art. 8. L'article 6 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Le subside octroyé par le Collège de la Commission communautaire française couvre, d'une part et de manière prioritaire, une participation financière dans le coût des places de spectacles.

Cette participation ne peut être supérieure à 75 % du coût de chaque place.

D'autre part, le subside pourra couvrir des frais liés à la réalisation de documents pédagogiques et aux animations prestées dans le cadre de l'action d'initiation menée par le bénéficiaire du subside.

En aucun cas, le montant du subside ne pourra dépasser 250 000 BEF par dossier présenté au comité de sélection. »

Art. 9. L'article 7 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Le subside doit être utilisé aux fins pour lesquelles il est accordé.

Tout allocataire d'un subside doit justifier de l'utilisation de sommes reçues.

Le Collège peut préciser la nature, l'étendue et les modalités des justifications à fournir par l'allocataire.

Par le seul fait de la demande de subside, l'allocataire reconnaît à la Commission communautaire française le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.

Le Collège peut préciser les modalités d'organisation et de coordination des contrôles.

Est tenu de rembourser sans délai le montant du subside, l'allocataire :

1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi du subside telles que décrites à l'article 2 du présent règlement;

2° qui n'utilise pas le subside aux fins pour lesquelles il est accordé;

3° qui met obstacle au contrôle opéré par l'administration.

Lorsque l'allocataire reste en défaut de fournir les justifications de l'usage du subside qui lui a été octroyé, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée. »

Art. 10. L'article 8 du même règlement est remplacé par la disposition suivante :

« Tout allocataire d'un subside doit indiquer, dans ses publications et lors de ses activités, la mention suivante : « Avec le soutien de la Commission communautaire française de la Région bruxelloise, dans le cadre du programme d'initiation du public scolaire au théâtre et à la danse. »

Art. 11. Les articles 9 et 10 du même règlement sont abrogés.

L'article 11 devient l'article 9.

Adopté par l'assemblée de la Commission communautaire française le 18 mai 2001.

VERTALING

N. 2001 — 2962

[C — 2001/31349]

18 MEI 2001. — Reglement tot wijziging van het reglement van 12 december 1997 betreffende de toekenning van subsidies aan beroepstoneelgezelschappen ter bevordering van het toneel bij het schoolpubliek

Artikel 1. Dit reglement regelt een aangelegenheid als bedoeld in de artikelen 136 en 166, § 3, 1°, van de Grondwet.

Art. 2. Het opschrift van het reglement van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 december 1997 betreffende de toekenning van subsidies aan beroepstoneelgezelschappen ter bevordering van het toneel bij het schoolpubliek wordt vervangen door het volgend opschrift : « Reglement betreffende de toekenning van subsidies aan beroepstoneelgezelschappen en beroepsdansgezelschappen ter bevordering van het toneel en de danskunst bij het schoolpubliek ».

Art. 3. In artikel 1 van hetzelfde reglement worden tussen de woordgroep « beroepstoneelgezelschappen » en het woord « toegekend » de woorden « en danstoneelgezelschappen » ingevoegd.

Art. 4. Artikel 2 van hetzelfde reglement wordt gewijzigd als volgt :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid, eerste zin worden de woorden « en dansgezelschappen » ingevoegd tussen het woord « toneelgezelschappen » en het woord « die ». In de tweede zin worden de woorden « of dansgezelschap » ingevoegd tussen « toneelgezelschap » en « maakt ».

Art. 5. Artikel 3 van hetzelfde reglement wordt gewijzigd als volgt :

1° de woorden « en dansgezelschappen » worden tussen de woorden « toneelgezelschappen » en « die » ingevoegd;

2° punt 1 wordt vervangen door de volgende bepaling : « 1° het schoolpubliek op een spektakel uitnodigen dat geprogrammeerd wordt in de loop van het jaar waarop de subsidieaanvraag wordt ingediend »;

3° punt 3 wordt vervangen door de volgende bepaling : « 3° het schoolpubliek de mogelijkheid bieden om herhalingen bij te wonen en de regisseur, de choreograaf, de scenarioschrijver, de vertolkers of de dansers te ontmoeten op de plaats waar het spektakel wordt opgevoerd »;

4° punt 4, vierde streepje wordt vervangen door de volgende bepaling : « een nota van de regisseur of de choreograaf over zijn voorstellingswijze van het spektakel ».

Art. 6. Artikel 4 van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Elke subsidieaanvraag wordt aan het advies van een selectiecomité onderworpen dat samengesteld is uit vijf leden die, net als hun plaatsvervangers, door het College worden benoemd voor een ambtstermijn van twee jaar.

De ambtstermijn wordt gratis uitgeoefend en kan worden verlengd. Deze wordt uitgeoefend totdat het College het lid daadwerkelijk vervangen heeft.

Dit comité is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie, belast met de toneelsector;

2° een vertegenwoordiger van het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie belast met de danssector;

3° een vertegenwoordiger uit de toneelkringen;

4° een vertegenwoordiger uit de danswereld;

5° een vertegenwoordiger uit de onderwijskringen;

Het selectiecomité verstrekt zijn advies binnen vijftien dagen na indiening van de subsidieaanvraag. Bij het verstrijken van deze termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

Een lid dat deel uitmaakt van het selectiecomité mag nooit aanwezig zijn wanneer er beslissingen worden genomen in verband met een project waar hij mogelijks en al dan niet rechtstreeks een materieel belang bij heeft. »

Art. 7. Artikel 5 van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Op straffe van nietigheid dient elke subsidieaanvraag uiterlijk op 30 oktober van het jaar waarop de activiteit plaatsheeft bij de Franse Gemeenschapscommissie te worden ingediend.

Het College kan de betalingswijze van de subsidie bepalen. »

Art. 8. Artikel 6 van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De subsidie als toegekend door het College van de Franse Gemeenschapscommissie dekt eerst en vooral de financiële tussenkomst in de kostprijs van de spektakelplaatsen.

De tussenkomst mag niet meer bedragen dat 75 % van de kostprijs van elke plaats.

De subsidie kan ook worden aangesproken om de verwezenlijkingskosten van pedagogische documenten en initiatieactiviteiten van de toelagetrekker te dekken.

De subsidie bedraagt nooit meer dan 250 000 BEF per dossier dat aan het selectiecomité wordt voorgelegd. »

Art. 9. Artikel 7 van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De subsidie dient te worden aangewend voor dat waarvoor het werd toegekend.

De toelagetrekker dient het gebruik van de ontvangen bedragen te kunnen rechtvaardigen.

Het College kan de aard, de reikwijdte en de uitvoeringswijze van de door de toelagetrekker te verstrekken bewijsstukken nader bepalen.

Door een subsidie aan te vragen aanvaardt de toelagetrekker dat de Franse Gemeenschapscommissie het recht heeft ter plaatse na te zien hoe de toegekende geldbedragen aangewend worden.

Het College kan de wijze waarop dit nazicht wordt uitgevoerd en gecoördineerd, nader bepalen.

De toelagetrekker dient het subsidiebedrag onverwijld terug te betalen ingeval :

1° hij de in artikel 2 bij dit reglement gestelde toekenningsvoorwaarden van subsidie niet nakomt;

2° hij de subsidie niet aanwendt voor dat waarvoor het wordt toegekend;

3° hij het nazicht dat het bestuur dient uit te voeren belemmert.

Zo de toelagetrekker geen bewijsstukken in verband met de toegekende subsidie voorlegt, zal hij ertoe genoopt zijn het bedrag waarvoor er geen verantwoording bestaat terug te betalen. »

Art. 10. Artikel 8 van hetzelfde reglement wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De toelagetrekker vermeldt in zijn publicaties en bij zijn activiteiten wat volgt : « Met de steun van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Gewest ter bevordering van het toneel en de danskunst bij het schoolpubliek. »

Art. 11. De artikelen 9 en 10 van hetzelfde reglement worden opgeheven.

Artikel 11 wordt artikel 9.

Aangenomen door de vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 mei 2001.



F. 2001 — 2963

[C — 2001/31348]

18 MAI 2001. — Règlement modifiant le règlement du 3 juillet 1998 régissant l'accès des stages de pratique professionnelle dans le secteur théâtral pour des jeunes comédien(ne)s, dénommé "Fonds d'Acteurs"

Article 1^{er}. Le présent règlement régit une matière visée aux articles 136 et 166, § 3, 1°, de la Constitution.

Art. 2. L'article 6 du règlement du 3 juillet 1998 régissant l'accès à des stages de pratique professionnelle dans le secteur théâtral pour des jeunes comédien(ne)s, dénommé "Fonds d'Acteurs" est remplacé par la disposition suivante :

« L'allocataire du subsidie est tenu de prendre en charge le paiement au stagiaire de la différence entre le subsidie octroyé par la Commission communautaire française et la rémunération brute due au stagiaire, laquelle est réputée s'élever à :

1° 74 000 BEF brut, hors charges patronales, par mois, s'il bénéficie de subventions de fonctionnement en vertu des articles 28 et 32 à 38 du décret cadre de la Communauté française du 5 mai 1999 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des secteurs professionnels des arts de la scène;

2° 46 000 BEF brut, hors charges patronales, s'il ne bénéficie pas des subventions de fonctionnement précitées.

La participation financière de la Commission communautaire française est fixée à 80 % de la rémunération brute mensuelle, hors charges patronales, du stagiaire, pour une durée maximale de trois mois. »

Art. 3. L'article 9 du règlement précité est abrogé.

Les articles 10 et 11 en deviennent les articles 9 et 10.

Art. 4. L'article 10 du règlement précité, devenant l'article 9, est remplacé par la disposition suivante :

« A peine de forclusion toute demande de subsidie doit être introduite auprès de la Commission communautaire française au plus tard le 30 octobre. »

Art. 5. L'article 11 du règlement précité, devenant l'article 10, est remplacé par la disposition suivante :

« Toute demande de subsidie est soumise à l'avis d'un comité comprenant trois personnes, nommées, ainsi que leurs suppléants, par le Collège pour un mandat de deux ans.

Ce comité comprendra :

1° un représentant de l'Administration de la Commission communautaire française ayant en charge le secteur théâtral;

2° un représentant du secteur théâtral;